Note d’information sur la situation économique nationale

 au premier trimestre 2020

### L’arrêté des comptes nationaux fait ressortir une croissance de l’économie nationale à 0,1% au premier trimestre 2020, au lieu de 2,8% durant le même trimestre de l’année précédente. Les activités non agricoles ont affiché une augmentation de 0,9% et celles du secteur agricole une baisse de 5%, dans le contexte d’une baisse d’inflation et d’une augmentation du besoin de financement de l’économie nationale.

### Une faible croissance impactée par le ralentissement des activités non agricoles et la baisse des activités agricoles

La **valeur ajoutée du secteur primaire** en volume**,** corrigée des variations saisonnières**,** a enregistré une baisse de 4% en volume au cours du premier trimestre de l’année 2020, au lieu de 3,4% réalisée durant la même période en 2019. Cette évolution s’explique par la baisse de l’activité de l’agriculture de 5% au lieu de 5,9% une année auparavant, et par une augmentation de celle de la pêche de 5,2% au lieu de 20,9%.

De son côté, **la valeur ajoutée du secteur secondaire,** en volume**,** a connu un net ralentissement de son taux d’accroissement passant de 4,7% le même trimestre de l’année précédente à 0,2%. Ceci résulte du ralentissement du rythme d’accroissement des valeurs ajoutées :

* du bâtiment et travaux publics de 1% au lieu de 1,7%;
* des industries de transformation de 0,6% au lieu de 2,9% ;

et de la baisse de celles :

* de l’industrie d’extraction de 0,4% au lieu d’une hausse de 5,4%;
* de l’électricité et eau de 3,4% au lieu d’une hausse de 21,8%.

**La valeur ajoutée du secteur tertiaire**, de sa part, a enregistré un ralentissement de son taux d’accroissement passant de 3,7% le même trimestre de l’année précédente à 1,2%. Ceci a été le résultat de la hausse des valeurs ajoutées:

* des services rendus par l’Administration Publique générale et la sécurité sociale de 5,8% au lieu de 4,3%;
* des services de l’éducation, de la santé et de l’action sociale de 3% au lieu de 1,5%.
* des services financiers et assurances de 1,8% au lieu de 4,6%;
* des postes et télécommunications de 1,1% au lieu de 1,5% ;
* des services rendus aux ménages et aux entreprises de 0,5% au lieu de 4,5%,

et de la baisse de celles :

* des hôtels et restaurants de 7% au lieu d’une hausse de 2,9%;
* des transports de 2,6% au lieu d’une hausse de 6,4%;
* du commerce de 0,4% au lieu d’une hausse de 3%.

Au total, la **valeur ajoutée des activités non agricoles** a connu, ainsi, un net ralentissement passant de 4,3% au premier trimestre 2019 à 0,9%.

Dans ces conditions, et tenant compte de la baisse de 0,7% des impôts sur les produits nets des subventions au lieu d’une hausse de 1,4%, **le Produit Intérieur Brut (PIB) en volume** s’est accru de 0,1% durant le premier trimestre 2020 au lieu de 2,8% l’année précédente.

**Faible taux d’inflation**

Aux prix courants, le PIB a connu une hausse de 0,4% au lieu de 4,1% une année auparavant, dégageant ainsi une augmentation du niveau général des prix de 0,3% au lieu de 1,3%.

**Une demande intérieure en ralentissement**

La demande intérieure s’est accrue de 0,6% au premier trimestre 2020 au lieu de 0,8% la même période de l’année précédente, contribuant ainsi pour 0,6 point à la croissance économique nationale au lieu de 0,8 point.

C’est ainsi que les dépenses de consommation finale des ménages ont connu un ralentissement de leur taux d’accroissement passant de 2,7% au premier trimestre 2019 à 1,4% avec une contribution à la croissance de 0,8 point au lieu de 1,6 points.

De son côté, la consommation finale des administrations publiques a affiché une hausse de 6,2% au lieu de 3,4%, avec une contribution à la croissance de 1,3 point au lieu de 0,7 point.

En revanche, l’investissement brut (formation brute de capital fixe et variation de stocks) a continué à enregistrer des baisses, passant de -4,5% au premier trimestre de l’année passée à -4,8%, avec une contribution négative à la croissance de (-1,4) point au lieu de (-1,5) point, durant le même trimestre de l’année précédente.

****Une contribution négative des échanges extérieurs****

Les échanges extérieurs de biens et services ont dégagé une contribution négative à la croissance, se situant à (-0,5) point au lieu d’une contribution positive de 2 points le même trimestre de l’année précédente. Les exportations de biens et services ont affiché une baisse de 4,4% durant le premier trimestre 2020 au lieu d’une hausse de 6,5% une année auparavant, avec une contribution à la croissance de (-1,7) points au lieu de 2,5 points. Les importations ont connu, pour leur part, une baisse de 2,4% au lieu d’une hausse de 1,1%, avec une contribution de 1,2 point au lieu d’une contribution négative de (-0,6) point une année passée.

****Un besoin de financement de l’économie nationale en augmentation****

Avec une augmentation, aux prix courants, de 0,4% du PIB au lieu de 4,1% au premier trimestre de l’année passée et une baisse de 12,1% du taux d’accroissement des revenus nets reçus du reste du monde au lieu d’une baisse de 11,1%, le revenu national brut disponible a connu une baisse de 0,1% au premier trimestre 2020 au lieu d’une hausse de 3,4% une année auparavant.

Compte tenu de l’accroissement de 3,4% de la consommation finale nationale en valeur au lieu de 3,7% enregistré une année auparavant, l’épargne nationale s’est située à 25,4% du PIB au lieu de 28,2%.

L’investissement brut (formation brute du capital fixe et variation des stocks) a représenté 30,6% du PIB au lieu de 32,7% durant le même trimestre de l’année précédente. Le besoin de financement de l’économie nationale s’est ainsi aggravé par rapport au premier trimestre 2019 passant de 4,5% du PIB à 5,1%.

En annexe les tableaux présentant les résultats des comptes nationaux du premier trimestre 2020.

